



ACCORD-CADRE N°26A04

**PORTANT SUR LA REALISATION DE PRESTATIONS D'ACQUISITION
DE DONNEES GEOPHYSIQUES MAGNETOTELLURIQUES ET
AEROMAGNETIQUES ET DE DONNEES D'IMAGERIE PAR DRONE**

**POUR LE LABORATOIRE DE RECHERCHE GEORESSOURCES DE
L'UNIVERSITE DE LORRAINE**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

APPEL D'OFFRES OUVERT (AO)

Comptable Assignataire : L'agent comptable de l'université

Accord-cadre passé en application du Code de la Commande Publique (notamment ses articles R2161-2 à R2161-5 et R2162-1 à R2162-14).

Article 1 – Objet, allotissement et forme du contrat

1.1 - Objet de l'accord-cadre

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations d'acquisition et la fourniture de données géophysiques magnétiques et magnétotelluriques et de données d'imagerie par drone.

1.2 - Allotissement

Il est décomposé des trois (3) lots suivants :

LOT	DESIGNATION
1	Acquisition de données magnétiques
2	Acquisition de données de magnéto-tellurie
3	Acquisition de données d'imagerie par drone

Dans le cas où le titulaire a candidaté à plusieurs lots, le ou les lots pour lesquels l'offre est retenue par le pouvoir adjudicateur seront indiqués sur la lettre de notification du marché.

1.3 - Forme de l'accord-cadre

Chaque lot est un accord-cadre **ne fixant pas toutes les stipulations contractuelles**. Il donne lieu à la conclusion de marchés subséquents dans les conditions fixées aux articles R2162-7 à R2162-12 de la Commande Publique.

Chaque lot est conclu avec un titulaire.

Chaque lot est conclu sans minimum en valeur comme en quantité et avec un maximum en valeur sur toute la durée du contrat, de la manière suivante :

Lot	Intitulé du lot	Montant maximum HT sur la durée totale du lot
1	Acquisition de données magnétiques	350 000,00 €
2	Acquisition de données de magnéto-tellurie	250 000,00 €
3	Acquisition de données d'imagerie par drone	150 000,00 €

1.3.1 Prestations s'exécutant par l'émission de bons de commande

Le présent accord-cadre ne s'exécute que par la passation de marchés subséquents.

1.3.2 Prestations s'exécutant par la passation de marchés subséquents

Sauf mention contraire dans le marché subséquent concerné, les marchés subséquents prendront la forme d'un marché ponctuel conclu à prix global et forfaitaire.

Lors de la survenance du besoin et préalablement à la conclusion du marché subséquent, l'Université prend contact avec le titulaire via la plateforme de dématérialisation ou par courriel, afin qu'il puisse déposer une offre correspondante au besoin.

Le titulaire transmet son offre dans un délai maximum de 10 jours ouvrés suivant la réception de la demande.

En cas de retard du titulaire dans la transmission de ses réponses à la demande de chiffrage, l'Université de Lorraine se réserve la possibilité d'imputer au titulaire la pénalité prévue à l'article 13.3 du présent CCP.

Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG-FCS, en cas de retards réguliers dans la transmission de ses réponses aux demandes de chiffrage, l'Université de Lorraine se réserve la possibilité de résilier unilatéralement l'accord-cadre aux torts du titulaire, et ce sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-FCS.

L'Université dispose d'un délai de 10 jours ouvrés à compter de la réception de l'offre du titulaire pour l'accepter par courriel ou par envoi via le profil acheteur PLACE. A défaut de réponse de l'Université, l'offre est réputée refusée.

L'acceptation de l'offre est établie par la conclusion d'un marché subséquent (pouvant prendre la forme d'un bon de commande SIFAC), sur la base de la demande de chiffrage de l'Université et de l'offre remise par le titulaire.

Article 2 – Documents contractuels

2.1 – Stipulations communes

Les obligations contractuelles définies *supra* expriment l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Toute clause, portée dans le(s) catalogue(s), tarif(s), offre du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des pièces contractuelles énumérées ci-avant, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Le titulaire est réputé avoir suffisamment étudié les documents constitutifs du marché.

Il n'est admis, sous aucun prétexte que ce soit, aucune réclamation concernant l'offre et les conditions consenties. Le titulaire ne peut en aucun cas arguer d'une erreur, d'une omission, d'une différence d'interprétation ou de manque de renseignements pour refuser d'exécuter sa prestation.

2.2 – Documents contractuels de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG - FCS, le marché est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- **L'acte d'engagement et ses annexes n° 1 « Cadre de réponse technique et financier (CRTF) » et n° 2 « Cartographies »**, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'université fait seul foi ;
- Le présent **Cahier des clauses particulières**, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'université fait seul foi ;
- Le **Cahier des Clauses Administratives Générales** applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services annexé à l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (Journal Officiel de la République Française n°0078 du 1^{er} avril 2021) ; désigné « CCAG FCS » dans le présent CCP ;
- Le mémoire technique transmis par le titulaire à l'appui de son offre.

2.3 – Documents contractuels des marchés subséquents

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du contrat, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- Les pièces contractuelles de l'accord-cadre selon leur ordre et spécificités cités à l'article 2.2 du présent CCP ;
- Le bon de commande émis par l'Université de Lorraine, matérialisant l'acte d'engagement du marché subséquent ;
- La demande de chiffrage formulée par l'Université de Lorraine ;
- L'offre transmise pouvant prendre la forme d'un devis ;
- Le mémoire technique du titulaire du marché subséquent le cas échéant.

Les marchés subséquents peuvent également prévoir l'ajout d'autres pièces contractuelles. Ces pièces seront listées dans le marché subséquent concerné.

Article 3 – Durée de l'accord-cadre et délais d'exécution

L'accord-cadre est conclu à compter de sa date de notification.

La durée d'exécution de l'accord-cadre est de 12 mois à compter de sa date de démarrage. Cette date de démarrage sera notifiée au titulaire par ordre de service.

Les sites prioritaires visés par cet accord-cadre et identifiés à l'annexe n° 2 à l'acte d'engagement « Cartographies » sont les suivants :

- Essey-la-Côte, 54830, Meurthe-et-Moselle ;
- Art-sur-Meurthe, 54510, Meurthe-et-Moselle ;
- Thélod, 54330, Meurthe-et-Moselle ;
- Plombières-les-Bains, 88370, Vosges.

Ces emplacements pourront être modifiés selon les contraintes réglementaires. L'emplacement des prochains sites seront précisés à chaque marché subséquent, selon les besoins de l'acheteur.

A titre indicatif, il est envisagé de faire débiter l'accord-cadre au mois de juin 2026.

L'accord-cadre est reconductible trois fois pour une période de douze mois, portant sa durée totale à 48 mois maximum.

Cette reconduction est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer.

L'Université peut cependant décider de ne pas reconduire le contrat. Elle en avise alors le titulaire via la plateforme de dématérialisation PLACE au plus tard un mois avant l'expiration de la période en cours.

Le titulaire ne peut s'opposer à cette non-reconduction, dès lors qu'une telle décision du représentant légal de l'Établissement ou de son délégataire lui a été notifiée.

Article 4 - Spécifications techniques

4.1 - Contexte

Le programme Reisol a pour objectif de promouvoir l'utilisation du sous-sol dans la transition énergétique. Pour répondre à cet objectif, il est nécessaire d'améliorer la connaissance et la caractérisation du sous-sol. Pour cela, le laboratoire de recherche en géosciences de l'Université de Lorraine souhaite développer de nouvelles procédures de traitement d'inversion jointes et contraintes des données non sismiques afin de construire un nouvel outil de caractérisation au premier ordre peu coutant. Cette démarche fait appel à des données magnétiques, gravimétriques, électriques et magnétotelluriques. Le traitement de ces données pourra s'appuyer sur des données d'imagerie obtenues sur des affleurements analogues. Parmi ces données figurent des données d'imagerie acquises par drone pour différents types de formations sédimentaires et ou de socle.

Dans le cadre de ce programme, une dizaine de sites types ont été sélectionnés du fait de leurs particularités géologiques pour constituer des démonstrateurs.

Dans le cadre de cet achat, des acquisitions de données magnétiques et magnéto-telluriques seront prioritairement réalisées sur les 4 sites et abords suivants :

- Essey-la-Côte, 54830, Meurthe-et-Moselle ;
- Art-sur-Meurthe, 54510, Meurthe-et-Moselle ;
- Thélod, 54330, Meurthe-et-Moselle ;
- Plombières-les-Bains, 88370, Vosges.

Pour les lots n°1 et n°2, les localisations des sites prioritaires visés par la présente consultation sont fournies dans l'annexe n°2 à l'acte d'engagement « Cartographies » et pourront être modifiées selon les contraintes réglementaires.

L'emplacement des prochains sites seront précisés par l'acheteur dans chaque marché subséquent.

A titre informatif, ces sites seront localisés dans le Grand Est.

4.2 - Spécifications techniques et prestations minimales à respecter

Les prestations du marché visent la réalisation de prestations d'acquisition et la fourniture de données magnétiques et de magnéto-tellurie et de données d'imagerie acquises par drone :

- ***Lot n°1 : acquisition de données magnétiques***

Les acquisitions se feront par drone à 50 mètres au-dessus du sol avec des lignes d'acquisition espacées de 50 mètres et des traverses espacées de 200 mètres permettant de couvrir l'ensemble de la zone d'intérêt.

Les acquisitions devront être réalisées avec un capteur Fluxgate mesurant les 3 composantes du champ à une fréquence de 25 Hz minimum avec compensation requise du dispositif de mesure avec une RMS error inférieur à 2nT. Le capteur devra être fixé au porteur et non tracté.

Les plans de vol pourront être redéfinis en fonction des contraintes réglementaires et validés en concertation entre le donneur d'ordre et l'opérateur. Le plan de vol est à la charge de l'opérateur.

Le titulaire fournira un rapport technique et scientifique incluant une interprétation au premier ordre. Les données devront être fournies sous forme de fichiers ascii et .tiff géoréférencés.

Les mesures devront être réalisées dans un délai maximal de 90 jours calendaires et le rapport technique devra être transmis dans un délai maximal de 60 jours calendaires.

Le titulaire devra bénéficier d'une bonne connaissance du terrain afin d'anticiper les demandes à réaliser et d'assurer la continuité des prestations.

- ***Lot n°2 : acquisition de données de magnéto-tellurie***

L'acquisition de 15 à 20 sondages par zone en fonction de la surface est attendue, la durée d'acquisition sera d'au moins 1 journée par sondage.

Une station de mesure comprendra 2 capteurs magnétiques et 3 capteurs électriques sur une emprise de 100x100 m. Le champ électrique sera mesuré par des électrodes non polarisables. Les données magnétiques et électriques seront acquises simultanément et de façon synchronisée. Le traitement devra utiliser l'ensemble des fréquences disponibles pour construire un modèle de résistivité 3D. Les périodes d'acquisition devront être comprises entre 10^{-3} et 10^3 s, les sensibilités

des électrodes seront comprises entre 1 et 10µV/M (à 1Hz) et celle des capteurs magnétiques entre 0,01 et 0,1 nT.

Le titulaire fournira un rapport technique et scientifique incluant une version 1D et 3D, un test de sensibilité, ainsi que la fourniture de fichiers sous format .tiff géoréférencés.

Les plans d'implantation pourront être redéfinis en fonction des contraintes réglementaires et validés en concertation entre le donneur d'ordre et l'opérateur. Le permittage est à la charge de l'opérateur.

Les mesures devront être réalisées dans un délai maximal de 90 jours calendaires et le rapport technique devra être transmis dans un délai maximal de 60 jours calendaires.

Le titulaire devra bénéficier d'une bonne connaissance du terrain afin d'anticiper les demandes à réaliser et d'assurer la continuité des prestations.

- **Lot n°3 : acquisition de données d'imagerie par drone**

L'acquisition de ces données pourront être sur des surfaces structurales, en paroi de falaises naturelles ou de carrières. Les images acquises devront avoir une résolution moyenne inférieure à 1cm/px. La zone d'étude devrait avoir un géoréférencement métrique. Des acquisitions pourront être réalisées à des distances variables, sur demande et donc avec des résolutions plus faibles. Le recouvrement des images devra permettre de réaliser des visualisations en 3D et d'être traité avec des logiciels d'interprétation photogramétrique.

L'utilisation de capteurs autres que dans le visible, comme des capteurs thermiques, infrarouges ou multispectrales, pourra être souhaitée dans le cadre des marchés subséquents.

Un traitement des données photogramétriques en détection automatique de nuages de points 3D des plans de taille décimétrique au minimum, avec restitution des orientations des surfaces et de leur position x, y, z sur l'affleurement, pourra être souhaité dans le cadre des marchés subséquents. Cette restitution comprend également un fichier au format .csv, comprenant par fracture, son identification, son orientation, sa position, sa surface.

Le titulaire fournira un rapport technique et scientifique incluant les images d'affleurement et les fichiers de coordonnées des points (format .csv, ou .xyz) et de couleurs des points R,G,B, un test de sensibilité, ainsi que la fourniture de fichiers sous format .tiff géoréférencés.

Les mesures devront être réalisées dans un délai maximal de 90 jours calendaires et le rapport technique devra être transmis dans un délai maximal de 60 jours calendaires.

Le titulaire devra bénéficier d'une bonne connaissance du terrain afin d'anticiper les demandes à réaliser et d'assurer la continuité des prestations.

4.3 - Prestations supplémentaires éventuelles

L'Université de Lorraine ne définit dans le cadre du présent marché aucune prestation supplémentaire éventuelle (PSE).

Article 5 – Exécution des prestations

5.1 - Délai d'exécution

Sauf disposition contraire indiqué dans le marché subséquent, les prestations devront être réalisées dans les délais maximums indiqués au sein de l'annexe n° 1 à l'acte d'engagement « Cadre de réponses technique et financier (CRTF) ».

Dans le cas où ce délai ne serait pas respecté, les pénalités prévues à l'article 12.1 du présent CCP peuvent être imputées au titulaire par l'université.

5.2 - Lieu d'exécution des prestations

Les lieux d'exécution des prestations seront précisés dans chaque marché subséquent.

Les prestations se dérouleront prioritairement sur les zones suivantes :

Lot	Zone
Lot n°1 et n°2	<ul style="list-style-type: none">- Essey-la-Côte, 54830, Meurthe-et-Moselle- Art-sur-Meurthe, 54510, Meurthe-et-Moselle- Thélod, 54330, Meurthe-et-Moselle- Plombières-les-Bains, 88370, Vosges
Lot n°3	<ul style="list-style-type: none">- Ancienne carrière de Fontenoy-le-château, 88240, Vosges

Ces emplacements prioritaires sont précisés à l'annexe n°2 à l'acte d'engagement « Cartographies » et pourront être modifiés selon les contraintes réglementaires. Ces cartes ne sont pas exhaustives et évolueront au fur et à mesure de l'évolution du besoin.

Pour l'ensemble des lots, l'emplacement des prochains sites seront précisés par l'acheteur dans chaque marché subséquent.

En tout état de cause, un potentiel ajout restera dans la zone géographique du Grand Est.

5.3 - Conditions d'exécution environnementales

En cas de non-respect de ses engagements, le titulaire encourt une pénalité telle que prévue à l'article 13.2 du présent CCP.

5.4.1 Communication du bilan de gaz à effet de serre du titulaire

Il est exigé des titulaires soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement (notamment ceux employant plus de cinq cents personnes), de communiquer à l'Université leur bilan de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition associé dans un délai maximum de six (6) mois après notification du marché. Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

Si le BEGES communiqué après notification du marché arrive à échéance durant l'exécution du marché, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'Université, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent à l'acheteur le lien internet permettant à l'acheteur d'accéder à ce document.

5.4.2 Moyens de transport

Le titulaire recourt, autant que possible et lorsque les trajets le permettent, à des solutions alternatives au transport routier conventionnel utilisant l'essence ou le diesel comme carburant, dans un objectif de minimiser leur impact en matière d'émissions de gaz à effet de serre. Ces solutions alternatives portent, à la discrétion du titulaire :

- Sur le recours au transport ferroviaire, fluvial, et/ou à la cyclo logistique (ex. vélo cargo) pour le dernier kilomètre (dernier segment de la chaîne de livraison d'une commande) ;
- Sur le type de source d'énergie alimentant les véhicules routiers utilisés (électricité, hydrogène, gaz naturel (GNC/GNL) y compris biogaz, gaz de pétrole liquéfié (GPL), biocarburant non produit à partir d'huile de palme ou de soja, ou carburant de synthèse).

5.4.3 Formation à l'écoconduite

En cas de mobilisation de sa propre flotte de véhicules, le titulaire veille à ce que l'ensemble des conducteurs mobilisés sur le marché soit formé à l'écoconduite. Les conducteurs doivent être formés à minima chaque année sur toute la durée d'exécution du marché.

Le titulaire transmet chaque année, à la demande de l'Université, sous format électronique facilement exploitable les documents justifiant la formation effective à l'écoconduite de ses personnels : relevé annuel des sessions de formation des conducteurs, dates auxquelles elles ont eu lieu, durée, effectifs, concernés, etc.

En cas d'externalisation de la prestation de transport, le titulaire incite les prestataires auxquels il fait appel à respecter cette obligation dans le cadre de l'exécution du marché.

5.4.4 Restriction de périmètre des espaces protégés

Le titulaire établira à chaque marché subséquent le plan de vol ou le plan d'implantation permettant d'identifier les sites à protéger.

Le périmètre d'intervention sera modifié le cas échéant afin de préserver les écosystèmes fragiles et les espèces menacées.

5.5 - Obligation d'indépendance du titulaire

Le titulaire s'engage à ne pas être en situation de conflit d'intérêts tel que défini à l'article L.2141-10 du Code de la commande publique. Lorsque le titulaire se trouve, en cours d'exécution, en situation de conflit d'intérêts, il en informe sans délai l'Université.

A défaut d'une solution acceptable, l'Université se réserve la possibilité de résilier le marché selon l'article 14 du CCP.

5.6 - Garantie

Sans objet.

Article 6 – Opérations de vérification et d'admission

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG FCS, l'université n'avise pas automatiquement le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications.

Néanmoins, le titulaire peut contacter l'université pour avoir connaissance de ces dates et heures pour pouvoir assister aux opérations de vérification.

Pour ce faire, il s'adresse au conducteur du projet pour l'université.

L'université réalise des opérations de vérification conformément à l'article 28.2 du CCAG – FCS dès

la réception du rapport technique et scientifique.

Les opérations de vérification sont exécutées par le porteur du projet et donnent lieu à la signature d'un procès-verbal d'admission des prestations.

Article 7 – Clause de réexamen

Le présent marché ne comprend pas de clause de réexamen.

Article 8 – Prix

8.1 - Forme des prix

Les marchés subséquents sont conclus à prix global et forfaitaire, sauf stipulation contraire indiquée au sein du marché subséquent.



Les prix comprennent tous les frais, taxes et d'une manière générale, toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations dans les conditions stipulées au présent marché.

Sont en particulier à la charge du prestataire, les frais de déplacement, de mobilisation et de démobilisation du personnel, les déclarations préalables au vol des drones, le permittage, les demandes d'autorisation de vol et les indemnisations éventuelles des particuliers pour l'accès aux parcelles.

Le prix TTC est réputé comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

8.2 - Révision des prix

Les prix applicables au présent accord-cadre sont fermes pendant toute la durée du contrat.

Article 9 – Avance et acompte

9.1 - Avance

Pour chaque marché subséquent d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, le montant de l'avance est égal à 30 % du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois.

Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 30 % d'une somme égale à douze fois le montant du marché subséquent divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le remboursement de cette avance s'opère dans les conditions fixées aux articles R2191-11 et R.2191-12 du Code de la Commande Publique.

9.2 - Acomptes

Conformément à l'article R2191-21 du Code de la Commande Publique, le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent. La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois.

Chaque acompte doit faire l'objet d'une demande de versement d'acompte qui devra faire mention des éléments listés à l'article 11.3 du CCAG FCS. Cette demande devra être remise à l'adresse indiquée à l'article suivant du présent CCP après admission des prestations correspondant à la demande d'acompte.

Article 10 – Facturation

La facture établie par le titulaire sera adressée à l'université de façon dématérialisée via le portail Chorus Portail Pro 2017 à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'utilisation de ce portail nécessitera la création d'un compte gratuit par le titulaire afin de pouvoir y importer les factures au format pdf.

Les codes obligatoires à renseigner afin d'envoyer une facture à l'attention de l'Université de Lorraine via CHORUS PRO sont :

SIRET de l'Université de Lorraine : 130 015 506 00012

CODE SERVICE obligatoire : UL1AVECEJ

Numéro d'Engagement juridique (EJ) obligatoire : n° bon de commande (4500 suivi de 6 chiffres).

Par dérogation à l'article 11.3 du CCAG-FCS, la **facture portera, outre les mentions légales** :

Le numéro d'engagement (EJ) fourni par l'université, lors de la notification (qui commence par 4500, suivi de 6 chiffres).

- Date d'émission de la facture ;
- Numérotation de la facture ;
- Date de la vente ou de la prestation de service ;
- Identité de l'acheteur (UL) ;
- Identité du vendeur ou prestataire dont dénomination sociale, numéro de RCS et SIREN ;
- Adresse de livraison ;
- Adresse de facturation si elle est différente de celle de livraison ;
- Le numéro de bon de commande s'il a été préalablement émis par l'acheteur ;
- Numéro individuel d'identification à la TVA du vendeur et du client professionnel, seulement si ce dernier est redevable de la TVA ;
- Désignation du produit ou de la prestation ;
- Décompte détaillé de chaque prestation et produit fourni ;
- Prix catalogue, majoration (frais de transport et emballage), rabais remise ristourne éventuelles ;
- Taux de TVA légalement applicable ;
- Montant total de la TVA correspondant ;
- Somme totale à payer hors taxe (HT) et toutes taxes comprises (TTC) ;
- Date ou délai de paiement.

Il est possible que le portail Chorus Portail Pro 2017 ne reconnaisse pas l'ensemble de ces informations lors de l'importation de la facture. Le titulaire s'assurera que les informations reconnues par le portail sont justes et, le cas échéant, y apportera les modifications nécessaires.

Tous renseignements relatifs à la facturation peuvent être envoyés par courriel à l'adresse : ac-facturier@univ-lorraine.fr

Article 11 - Mode de règlement

Le mode de règlement est le virement avec paiement à 30 jours maximum, dans les conditions fixées par les articles R2192-10 et suivants du Code de la Commande Publique.

La monnaie de compte du marché est la même pour toutes les parties prenantes : l'Euro.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au

versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement conformément à l'article L2192-13 du Code de la Commande Publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Pour les titulaires non établis en France, le règlement s'effectue par virement à l'étranger, sauf lorsque le titulaire dispose d'un compte courant ouvert dans un établissement bancaire implanté sur le territoire français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A. et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Article 12 - Droit, langue

En cas de litige, le **droit français** est seul applicable. Les litiges éventuels sont portés devant le tribunal administratif de Nancy.

Les correspondances relatives au marché sont **rédigées en français**.

Article 13 – Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG - FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

13.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS si le délai maximum de réalisation des prestations sur lequel le titulaire s'est engagé au sein de l'annexe n° 1 à l'acte d'engagement « Cadre de réponses technique et financier (CRTF) » est dépassé, l'université se réserve la possibilité de lui appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{500}, \text{ dans laquelle :}$$

P = le montant de la pénalité en euros,

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable,

R = le nombre de jours calendaires de retard.

Néanmoins, en tout état de cause, le montant de la pénalité ne peut être supérieur à 10% du prix du marché subséquent concerné hors taxe.

13.2 - Pénalités pour non-respect des engagements pris en matière de protection de l'environnement

Le titulaire encourt, après mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 1 000 € en cas de non-respect de ses engagements en matière de protection de l'environnement tels que définis dans les pièces du présent marché.

13.3 - Pénalités pour retard ou omission dans la transmission d'une offre préalable à la conclusion d'un marché subséquent

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, une pénalité forfaitaire de 50 euros pourra être appliquée sans mise en demeure préalable en cas de retard ou d'omission dans la transmission d'une offre préalable à la conclusion d'un marché subséquent.

Les éléments fondant l'application des pénalités seront notifiés avec la décision expresse d'application des pénalités.

Article 14 - Exécution des prestations par un tiers, aux frais et risques du titulaire défaillant

Par dérogation à l'article 45.1 et à l'article 3.2.2 du CCAG-FCS, en cas d'inexécution par le titulaire des prestations prévues dans un marché subséquent, l'Université lui adressera une mise en demeure de se conformer à ses obligations.

Si cette mise en demeure est restée sans réponse probante/action corrective dans un délai de cinq jours ouvrés à compter de sa réception, l'Université pourra faire exécuter les prestations par un tiers aux frais et risques du titulaire défaillant conformément à l'article 45.4 du CCAG-FCS, sans entraîner nécessairement la résiliation du contrat.

Si l'Université souhaite résilier le marché subséquent, elle en informe expressément le titulaire dès la mise en demeure. L'intégralité du coût qui en résultera sera mise à la charge du titulaire défaillant conformément à l'article 45.4 du CCAG-FCS

Article 15 – Résiliation

Le marché pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur selon les stipulations du CCAG-FCS.

En outre, par dérogation aux articles 41.1, 41.2 et 42 du CCAG-FCS, le marché pourra être résilié en cas de manquement du titulaire à son obligation d'indépendance, et ce sans mise en demeure préalable ni indemnité, conformément aux dispositions de l'article 5.5 du CCP.

Article 16 – Dérogations au CCAG - FCS

L'article 1.3.2 du présent CCP déroge aux articles 41.1 et 41.2 du CCAG FCS ;
L'article 2.2 du présent CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG FCS ;
L'article 6 du présent CCP déroge à l'article 27.3 du CCAG FCS ;
L'article 10 du présent CCP déroge à l'article 11.3 du CCAG FCS.
L'article 13 du présent CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG FCS ;
Les articles 13.1 et 13.3 du présent CCP dérogent à l'article 14.1.1 du CCAG FCS ;
L'article 14 du présent CCP déroge aux articles 45.1 et 3.2.2 du CCAG FCS ;
L'article 15 du présent CCP déroge aux articles 41.1, 41.2 et 42 du CCAG-FCS.